

N° 66 – DÉCEMBRE 2011

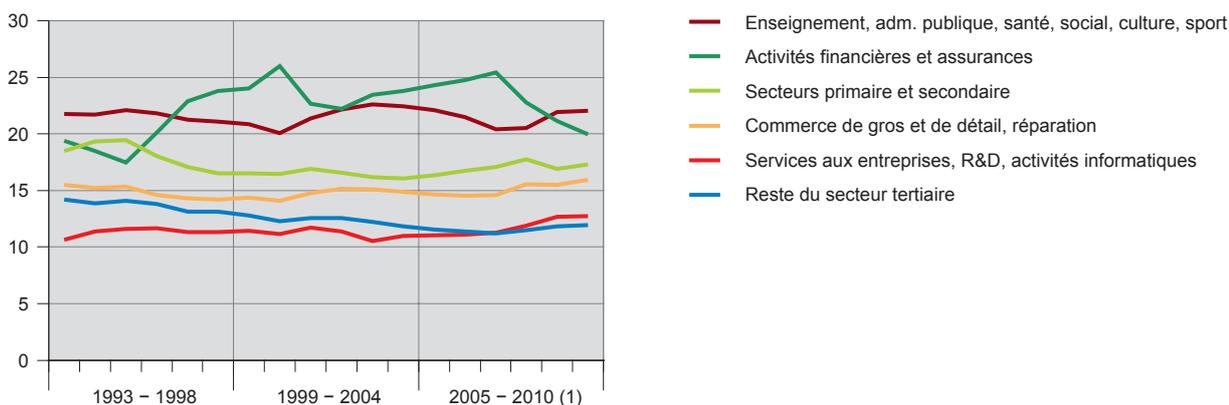
## INFORMATIONS STATISTIQUES

### LE PIB GENEVOIS ET SES PRINCIPALES BRANCHES, DE 1993 À 2011

Depuis 1993, les quatre activités économiques qui contribuent le plus largement au PIB du canton de Genève sont le secteur public et parapublic (*enseignement, administration publique, santé, social, culture, sport*), les *activités financières et assurances*, le *commerce de gros et de détail* et la branche couvrant les *services aux entreprises, les R&D et les activités informatiques*. Ces quatre activités représentent ensemble 70,7% du PIB genevois en 2010 (67,3% en 1993).

La contribution au PIB genevois des *activités financières et assurances* varie de manière sensible au cours des deux dernières décennies. Ayant fortement augmenté à partir de la moitié des années nonante jusqu'à atteindre 26,0% en 2000, elle est redescendue à 22,7% en 2001 après l'éclatement de la « bulle Internet ». Le même constat peut être fait en 2007, année pour laquelle la contribution du secteur financier s'élève à 25,5%, avant de descendre continuellement, pour atteindre 20,0% en 2010, conséquence de la crise financière de 2008.

Contribution au PIB aux coûts des facteurs, selon l'activité économique, depuis 1993  
En % Canton de Genève



(1) De 2008 à 2010 : chiffres provisoires.

Source : Créa / OCSTAT / BCGE

## STRUCTURE DU PIB GENEVOIS

La contribution du secteur public et parapublic n'a pas varié beaucoup entre 1993 et 2010 : elle était de 21,8% en 1993, et de 22,1% en 2010. Entre 1993 et 2010, le taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée brute de ce secteur est de 2,0%<sup>1</sup>.

Le *commerce de gros et de détail*, qui est passé d'une contribution de 15,5% en 1993 à 16,0% en 2010, est aussi resté relativement stable ces dix-sept dernières années. Rappelons que le commerce de gros couvre les activités de négoce ainsi que les activités de gestion d'entreprise menées par des multinationales étrangères ayant établi à Genève leur siège administratif pour piloter leurs activités internationales.

La contribution des *services aux entreprises, de la R&D et des activités informatiques* a augmenté, quant à elle, de manière sensible : de 10,6% en 1993, à 12,7% en 2010. Cependant, l'éclatement de la « bulle Internet » a fortement touché la contribution de ces activités au PIB genevois.

En 1993, le secteur secondaire contribuait à hauteur de 17,4% au PIB genevois. Cette contribution n'est que légèrement plus faible en 2010 (16,8%), mais cette apparente stabilité cache des réalités différentes selon

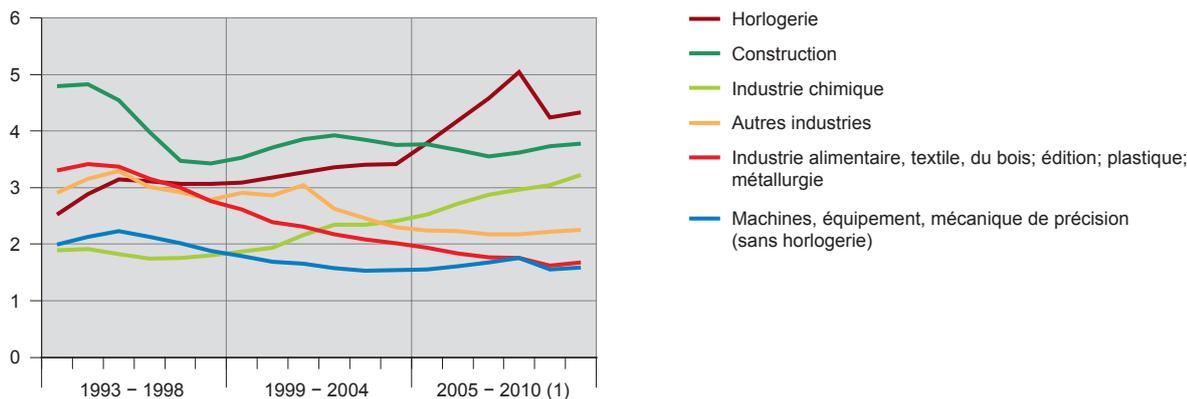
les branches de l'industrie. En effet, certaines d'entre elles prennent plus d'importance, comme l'*horlogerie*, qui passe d'une contribution de 2,5% en 1993 à 4,3% en 2010, et l'*industrie chimique*, qui progresse de 1,9% en 1993 à 3,2% en 2010. La baisse la plus visible concerne la branche *industrie alimentaire, textile, du bois, de l'édition; plastique; métallurgie*. La *construction* genevoise a été particulièrement touchée par l'éclatement de la bulle immobilière au début des années nonante. Elle perd la moitié de ses emplois entre 1989 et 1994 et sa contribution au PIB passe de 4,8% en 1993 à 3,8% en 2010.

En comparaison avec la production réalisée sur l'ensemble du territoire suisse, les *activités financières et assurances* contribuent plus largement au PIB genevois qu'au PIB suisse (respectivement 21,2% et 12,1% en 2009). Il en est de même pour les *services aux entreprises, R&D et activités informatiques* (12,7% à Genève, 10,5% en Suisse), ainsi que pour le *commerce de gros et de détail* (15,5% contre 13,3%). En revanche, l'*agriculture, la sylviculture* et l'*industrie* de manière générale représentent ensemble 27,6% du PIB suisse, contre 16,9% du PIB genevois. Parmi les branches de l'industrie, seule l'*horlogerie* contribue plus largement au PIB genevois qu'au PIB suisse (Genève : 4,2%; Suisse : 2,6%).

Lorsqu'on mentionne le PIB total, il s'agit généralement du PIB aux prix du marché, c'est-à-dire **après** l'ajout des impôts et le retrait des subventions sur les produits. Quand le PIB est décomposé par branche économique,

les données sur les impôts et les subventions ne sont pas disponibles ; c'est pourquoi on le présente aux coûts des facteurs (**avant** l'ajout des impôts et le retrait des subventions sur les produits).

Contribution des activités du secteur secondaire au PIB, aux coûts des facteurs, depuis 1993  
En % Canton de Genève



(1) De 2008 à 2010 : chiffres provisoires.

Source : Créa / OCSTAT / BCGE

<sup>1</sup> Toutes les variations du PIB et des valeurs ajoutées citées dans cette publication sont exprimées en termes réels.

## ÉVOLUTION DU PIB GENEVOIS DE 1993 À 2011

L'évolution du PIB genevois entre 1993 et 2011 est marquée par trois crises. La première crise, qui correspond à l'éclatement de la bulle immobilière survenu en 1991, n'est pas directement observable avec les données à disposition. Néanmoins, les années 1993 à 1995 en montrent encore les effets. En 1994, la croissance du PIB genevois est proche de zéro (+ 0,2%), tandis qu'en 1995

elle devient négative (-1,2%). Cette période de contraction de l'économie genevoise prend fin en 1996. Elle est suivie d'une phase d'expansion qui dure jusqu'en 2000. Durant cette phase d'expansion, le taux de chômage à Genève baisse de manière constante, passant de 7,8% en 1996 à 4,0% en 2000, et le taux de croissance annuel moyen du PIB est de 3,2%.

Le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur monétaire des biens et services produits par les agents économiques sur un territoire donné. De son évolution, deux types de phase peuvent être distingués : d'une part, les phases d'*expansion* de l'économie, qui se caractérisent par une croissance du PIB, d'autre part, les phases de *contraction*, qui se caractérisent par une stagnation, voire une décroissance, du PIB. Le passage d'une phase d'expansion à une phase de contraction constitue une

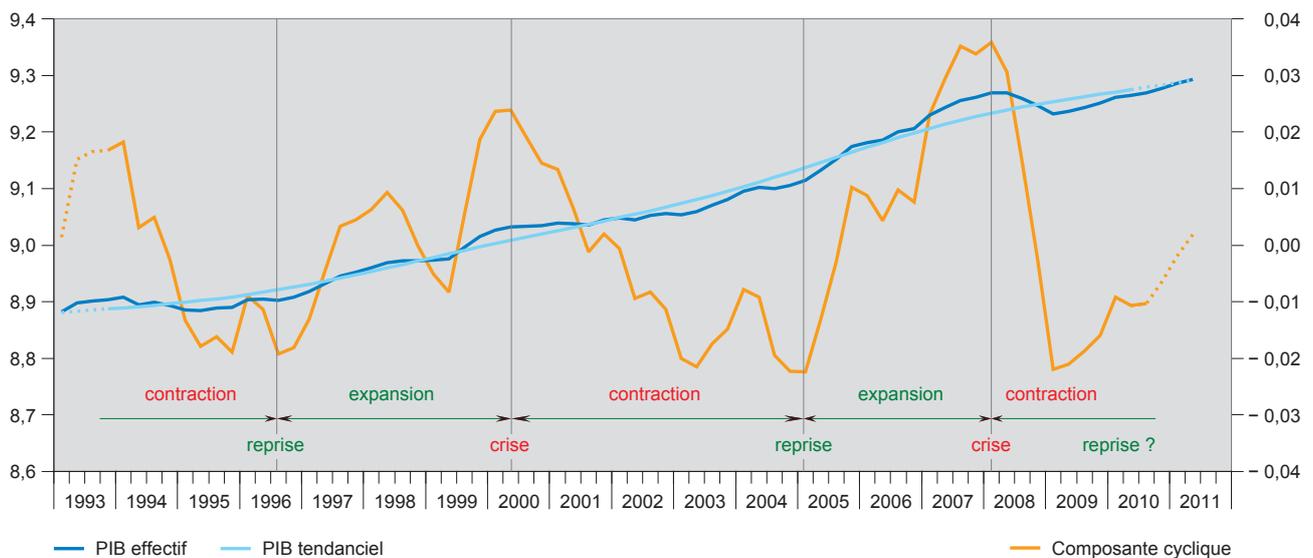
*crise*, tandis que le passage d'une phase de contraction à une phase d'expansion constitue une *reprise*. Il est possible de représenter ces différentes phases en décomposant le PIB effectif en un PIB tendanciel et une composante cyclique<sup>2</sup>. L'estimation du PIB tendanciel à chaque trimestre se base à la fois sur les trimestres précédents et les trimestres suivants il est par conséquent prudent de ne pas interpréter le début et la fin de la série (en pointillés dans le graphique ci-dessous).

<sup>2</sup> Les estimations du PIB tendanciel et de la composante cyclique proviennent de l'application d'un filtre de Hodrick-Prescott, souvent utilisé pour l'analyse de séries macro-économiques.

PIB effectif et tendance (échelle de gauche), composante cyclique (échelle de droite), depuis 1993 (1)

Chiffres trimestriels, en logarithme

Canton de Genève



(1) De 2008 à 2011 : chiffres provisoires.

Source : Créa / OCSTAT

### Croissance tendancielle du PIB genevois

La croissance tendancielle moyenne du PIB genevois, qui est assimilée au potentiel de croissance, est de 2,4 % par an entre 1993 et 2010. Si l'on prend en compte les dix dernières années, qui représentent mieux la structure actuelle de l'économie, la croissance tendancielle du PIB genevois est de 2,7 %. Pour la même période, le taux de croissance tendancielle du PIB suisse est de 1,8 %.

Le différentiel entre la Suisse et le canton de Genève s'explique principalement par les caractéristiques structurelles de l'économie genevoise. Il découle également du constat que la croissance économique du pays est tirée par celle de ses trois métropoles (Bâle, Genève et Zurich).

## Eclatement de la « bulle Internet » en 2000

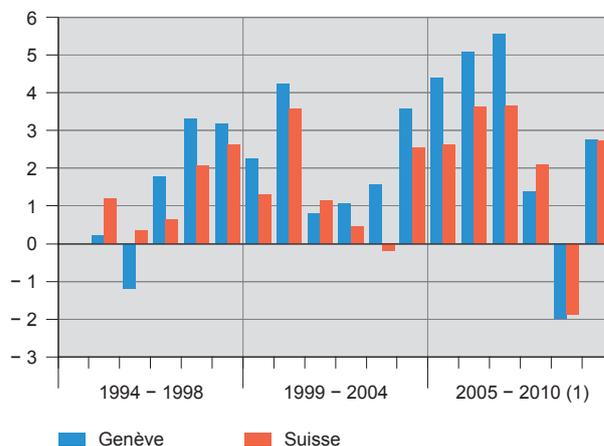
L'année 2000 est marquée par l'éclatement de la « bulle Internet », qui provoque une décroissance du PIB dès le 3<sup>e</sup> trimestre. Etant donné la grande importance de la finance dans l'économie genevoise, cette crise, qui s'accompagne d'un effondrement des cours boursiers, touche plus sévèrement Genève que l'ensemble de la Suisse. En effet, en 2000, les *activités financières et assurances* représentent 26,0% du PIB genevois, contre 13,2% du PIB suisse. En 2001, pour la première fois depuis 1995, le taux de croissance annuel pour Genève est inférieur au taux de croissance suisse (+0,8% contre +1,2%).

Malgré un impact de la crise d'abord plus visible à Genève, la phase de contraction dans laquelle entre l'économie genevoise jusqu'en 2004 est moins marquée que celle qui touche l'économie suisse dans son ensemble. Pour Genève, cette phase se caractérise par des taux de croissance nettement plus faibles qu'avant la crise et un taux de chômage en constante augmentation.

La crise de 2000 ne touche pas toutes les activités de la même manière. Si la valeur ajoutée des *activités financières et assurances* baisse de -10,7% en 2001 et de -1,7% en 2002, la valeur ajoutée de l'activité *poste et télécommunications* croît quant à elle de +9,6% en 2001, et de +35,0% en 2002. Cette hausse s'explique notamment par la concurrence que se livrent les nouveaux opérateurs téléphoniques et par le grand essor des services Internet et de la téléphonie mobile durant cette période.

A partir de 2004, la conjoncture économique genevoise dans son ensemble s'améliore, avec un taux de croissance annuel du PIB de 3,6%. Cette nouvelle phase d'expansion de l'économie dure jusqu'au printemps 2008.

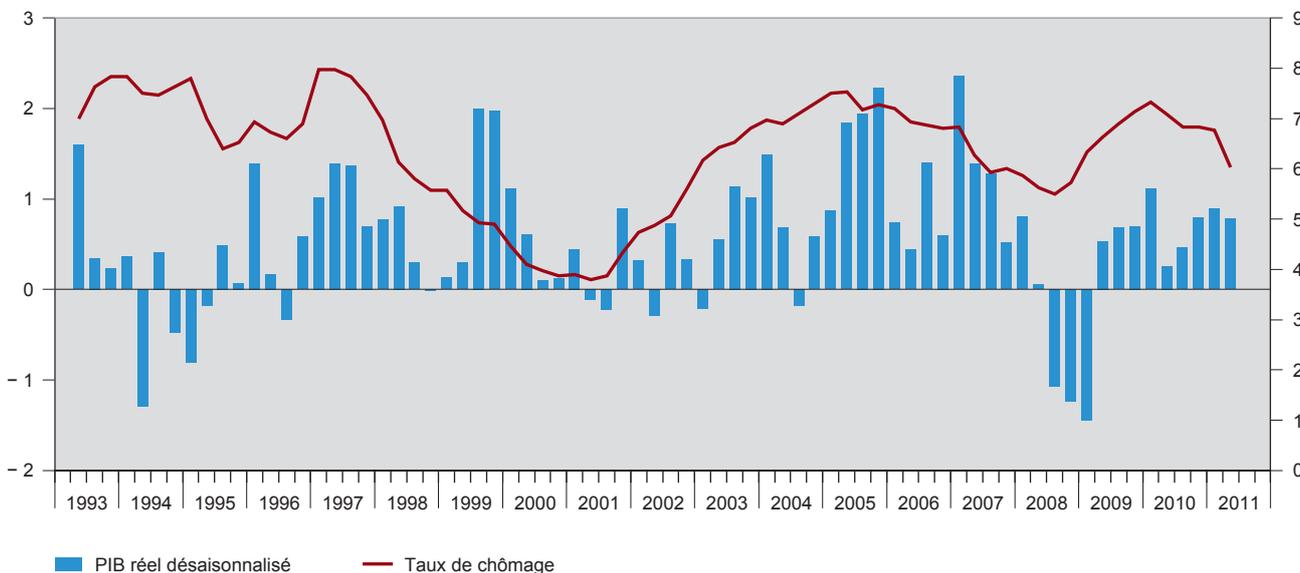
Variation annuelle du PIB aux prix du marché, en termes réels, depuis 1994  
En % Suisse / Canton de Genève



(1) De 2008 à 2010 : chiffres provisoires.

Source : Créa / OCSTAT / BCGE / OFS

Variation trimestrielle du PIB (échelle de gauche) et taux de chômage (échelle de droite), depuis 1993 (1)  
En % Canton de Genève



(1) De 2008 à 2011 : chiffres provisoires.

Source : Créa / OCSTAT / BCGE / Office cantonal de l'emploi / SECO

## Crise financière de 2008

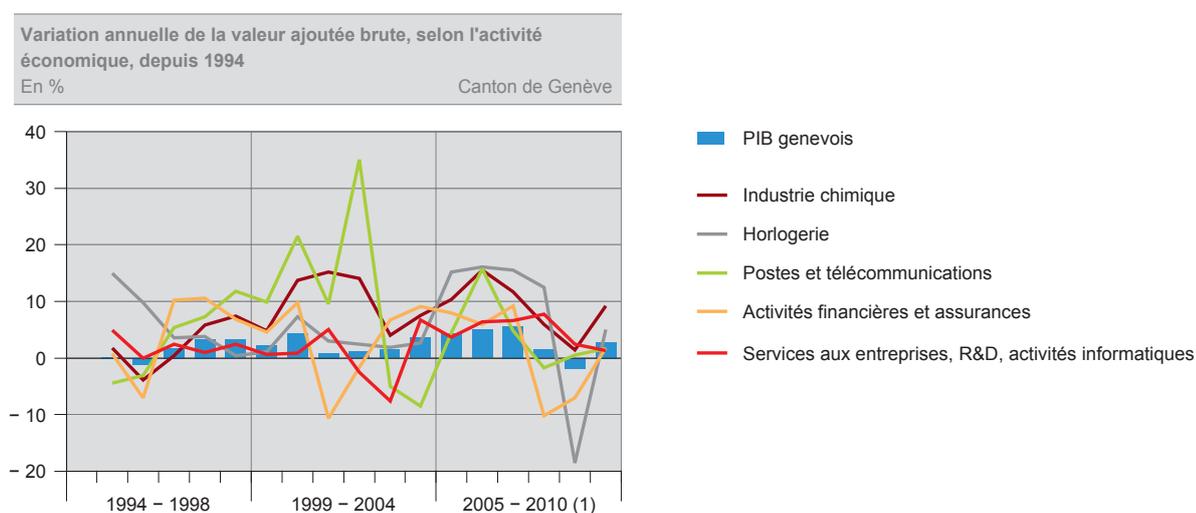
Au troisième trimestre 2008 s'amorce un fort ralentissement de la croissance (+0,4% par rapport au troisième trimestre 2007), suivi d'une baisse sensible au quatrième trimestre (-1,5% par rapport au quatrième trimestre 2007). Le recul du PIB en glissement annuel se prolonge jusqu'au troisième trimestre 2009. Pour l'ensemble de l'année 2009, le PIB genevois décroît de manière légèrement plus prononcée que le PIB suisse (-2,0% contre -1,9%).

Cette crise touche particulièrement les *activités financières et assurances*. Le repli de leur valeur ajoutée commence dès le quatrième trimestre de 2007 (-0,9% par rapport au trimestre précédent), et atteint son point le plus bas au deuxième trimestre 2008 (-5,5% par rapport au trimestre précédent). La croissance de cette activité reste négative jusqu'au premier trimestre 2009.

En variation annuelle, la valeur ajoutée des *activités financières et assurances* est en baisse en 2008 et en 2009 (-10,2% et -7,0%), et remonte légèrement en 2010 (+1,7%). En comparaison, la croissance annuelle moyenne de cette branche était de 8,1% entre 2003 et 2007.

L'impact de la crise financière de 2008 sur les autres branches économiques ne se ressent qu'à partir du deuxième trimestre 2009.

En 2010, le PIB recommence à croître, à Genève comme en Suisse (respectivement +2,8% et +2,7%). Les deux premiers trimestres 2011 confirment ce mouvement, avec une progression de, respectivement, +0,9% et +0,8% en variation trimestrielle corrigée des variations saisonnières.



(1) De 2008 à 2010 : chiffres provisoires.

Source : Créa / OCSTAT / BCGE

## COMPLÉMENTS D'INFORMATION

Des compléments d'information sur le PIB peuvent être consultés à l'adresse Internet suivante :

[http://www.ge.ch/statistique/domaines/04/04\\_02/apercu.asp](http://www.ge.ch/statistique/domaines/04/04_02/apercu.asp) : Economie nationale

Département des finances

Office cantonal de la statistique (OCSTAT) • Case postale 1735 • 1211 Genève 26

Tél. +41 22 388 75 00 • [statistique@etat.ge.ch](mailto:statistique@etat.ge.ch) • [www.ge.ch/statistique](http://www.ge.ch/statistique)

Responsable de la publication : Dominique Frei

Dans la conduite de ses activités, l'OCSTAT s'est engagé à respecter la Charte de la statistique publique de la Suisse

© OCSTAT, Genève 2011. Utilisation des résultats autorisée avec mention de la source

INFORMATIONS STATISTIQUES

N° 66 – DÉCEMBRE 2011

16.12.2011

